

M. Mazankowski: Je dois avouer, monsieur l'Orateur, que la déclaration du ministre manque plutôt de précision. Entre-temps, alors que la réputation du Canada comme fournisseur sûr est gravement compromise pour l'avenir, ce qui ne manque pas de se répercuter sur l'ensemble de l'économie, ce sont les céréaliculteurs qui doivent en porter le plus lourd fardeau car ils ont subi des pertes de l'ordre de centaines de millions de dollars. Pourrais-je savoir du ministre si l'on songe à mettre sur pied des moyens de protéger ou de mettre les céréaliculteurs à l'abri des difficultés financières qui résultent de ces grèves fréquentes?

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, je pense que la mesure la plus appropriée et la plus positive à prendre dans une situation semblable, c'est que les milieux d'affaires et le patronat collaborent avec le gouvernement, pour tenter de trouver une solution satisfaisante. Je ne vois pas de solution permanente sans ce genre de collaboration.

* * *

LES FINANCES

LA PRATIQUE DU TRANSFERT DES PRIX ATTRIBUÉE PAR LA PRESSE À LA SOCIÉTÉ EXXON—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du ministre des Finances. Selon des faits révélés lors d'une affaire judiciaire récente impliquant la société Imperial Oil et dont la presse a fait état vendredi dernier, il semble que l'approvisionnement en pétrole et l'établissement des prix d'Imperial Oil sont gérés depuis le siège social de la Société Exxon à New York et que celle-ci a pratiqué intensivement le transfert des prix entre ses filiales afin d'éviter de payer des impôts canadiens. Le gouvernement a-t-il prévu de modifier son programme d'indemnisation pour l'importation du pétrole afin de s'assurer que les paiements reflètent bien les coûts réels subis par les sociétés en cause et non des coûts fictifs résultant du transfert des prix entre une société et une autre?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, à la suite de ces rapports de presse, je tiens à consulter mes collègues le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre du Revenu national pour vérifier quelle part de vérité ils comportent.

● (1420)

L'EXPLOITATION D'UNE ENTREPRISE FICTIVE AUX BERMUDES PAR IMPERIAL OIL—LA QUESTION DES IMPÔTS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): J'ai une question supplémentaire à poser au même ministre. Comme on a aussi divulgué dans le même procès qu'Imperial Oil exploitait une société fictive aux Bermudes afin de ne pas payer d'impôts canadiens selon le gouvernement s'agit-il là d'un problème et, si oui, comment propose-t-il d'y remédier?

Questions orales

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): L'application de la loi de l'impôt sur le revenu relève naturellement de mon collègue, le ministre du Revenu national. Je vais lui en parler.

M. Broadbent: Tout en reconnaissant que l'application de la loi relève d'un autre ministre, la loi, elle, relève de la compétence du ministre des Finances. Voudrait-il donc nous dire si le gouvernement s'inquiète de la création de sociétés fictives aux Bermudes ou ailleurs, que l'on a créé spécialement pour ne pas payer d'impôts canadiens? Dans ce cas le gouvernement se propose-t-il de présenter une mesure pour y mettre fin?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Bien sûr nous nous inquiétons mais notre tâche consiste à agir d'après des faits et non avec des allégations et des suppositions. Nous allons nous renseigner.

* * *

[Français]

LES RELATIONS OUVRIÈRES

ON DEMANDE L'ÉTABLISSEMENT D'UN SYNDICAT CANADIEN POUR LES DÉBARDEURS DU QUÉBEC

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail.

Étant donné qu'il y a un peu plus d'un mois le Parlement canadien a adopté une loi visant à mettre un peu d'ordre dans les ports du Saint-Laurent, que le conflit continue, et qu'il est de plus en plus évident que cela est au détriment, non seulement à l'économie canadienne, mais également des travailleurs canadiens, le ministre considère-t-il la possibilité de présenter une loi qui aurait pour but de favoriser l'établissement d'un syndicat purement canadien, qui permettrait aux ouvriers canadiens de recevoir des ordres du Canada, et non pas de chefs syndicaux d'un pays étranger?

[Traduction]

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, pour ce qui est des mesures juridiques qu'on est en train de prendre, le premier ministre a répondu pleinement à la question il y a quelques instants. Je signalerais au député que, d'après les renseignements que vient de me transmettre le ministre de l'Agriculture, il n'y a pas eu d'obstacles à l'acheminement des grains dans la province de Québec.

* * *

L'INDUSTRIE

LA BAISSÉ DE LA PRODUCTIVITÉ—LES STIMULANTS ENVISAGÉS PAR LE GOUVERNEMENT

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme la statistique la plus récente indique que la productivité industrielle au Canada a accusé cette année la même perte de vitesse que depuis deux ans, le ministre compte-t-il annoncer sous peu des mesures visant à remédier à cette situation très grave?